

Au Nord comme au Sud, les petits agriculteurs  
sont devenus les marionnettes d'un système qui leur échappe.

Mais notre capacité de mobilisation et d'action est souvent plus importante que l'on ne croit.

Véronique Neycken nous le prouve en nous expliquant sa participation à un GAC. Le BDD de Kasongo (Congo) accompagne des paysans dans leurs efforts de production et de formation. Défendre les petits producteurs au Nord comme au Sud, c'est rétablir une justice sociale.



## Edito

### Halte à la marchandisation de la vie

La bataille des paysans pour leur vie a toujours été - notamment depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, en Europe - l'une des plus difficiles à gagner car son aboutissement positif passait et passe nécessairement par la propriété commune et/ou coopérative de la terre. Elle reste encore à gagner au XXI<sup>e</sup> siècle, par exemple au Brésil et aux Philippines, pour ne citer que deux pays symboles. La nouvelle phase actuelle d'accaparement de type colonial des terres africaines va même brutalement contre tous les droits humains et sociaux des paysans et des Africains.

La bataille pour la vie - de tout citoyen - est devenue aujourd'hui encore plus dramatique et nécessaire car les groupes sociaux dominants sont en train de réussir à imposer dans le monde entier leur prétention à être, devenir ou rester propriétaires privés de toute forme matérielle et immatérielle de la vie. A la base d'une telle prétention se trouve une conception matérialiste et marchande de la vie qu'ils ont réussi à faire accepter et partager par l'opinion publique en général (tout est marchandise, tout peut être acheté et vendu, la valeur de toute « chose » est déterminée par son utilité d'échange, le marché est le régulateur « naturel » de la valeur économique de tout bien,...).

Le marché des émissions de CO<sup>2</sup> a réifié et « privatisé » l'air. Il en va de même des organismes vivants et de la connaissance par les brevets/droits de propriété intellectuelle et de l'éducation (le World Education Market en est à sa dixième édition...). L'eau, la santé, l'alimentation, le logement, la retraite, l'assurance-vie sont tombés, sous l'imposition des groupes dominants, dans l'univers marchand.

Une véritable violence planétaire est en cours sur les personnes et la vie. Il est temps de libérer la vie de la Terre et le devenir de milliards d'êtres humains d'un tel esclavage, source d'une « grande injustice sociale mondiale ».

#### ■ Riccardo Petrella

Préface du document d'Entraide et Fraternité (février 2011)  
« Sans terre, pas d'avenir. Quels enjeux pour l'agriculture paysanne ? »

Pour que la Terre tourne plus JUSTE !

# RD Congo

## Accompagner les ménages ruraux dans leurs efforts de production



**En partenariat avec le Bureau Diocésain de Développement (BDD) de Kasongo et avec l'appui de la Direction Générale du Développement (DGD), Entraide et Fraternité poursuit un programme de promotion de l'autosuffisance alimentaire des ménages ruraux dans le diocèse de Kasongo.**

Ce programme s'adresse aux ménages agricoles dans 10 paroisses du diocèse. L'objectif est de renforcer leurs capacités tant organisationnelles que productives, d'assurer une alimentation suffisante et variée et de satisfaire les besoins élémentaires à travers l'accroissement de leurs revenus.

### Associer élevage et agriculture

En 2010, **700 ménages** ont bénéficié de formations en **techniques agricoles** améliorées et d'un accompagnement dans leur mise en pratique. Ils ont reçu des **semences** améliorées et des **outils agricoles**. L'association de l'agriculture et de l'élevage pour augmenter la productivité et les revenus des ménages devient progressivement effective. Grâce à l'appui d'Entraide et Fraternité, le BDD a pu assurer la présence d'un vétérinaire dans un milieu où les gens n'ont pas la culture de l'élevage.

**Parmi les 82 organisations de base soutenues, 54 groupes de femmes** ont été encadrés dans l'organisation et la structuration de leurs activités et ont reçu des appuis matériels et financiers. Par ailleurs, 56 organisations de base ont reçu du **matériel, des semences, des équipements** et des **fonds d'investissement** et 26 autres ont reçu 109 boucs à répartir dans les ménages à travers le système de crédits rotatifs. Cette activité, qui sera renforcée dans les années à venir, a un impact immédiat au niveau des ménages bénéficiaires car elle constitue une source de fumier et de revenus via la vente de chèvres.

Le programme contribue à **l'amélioration du statut de la femme** dans une région où le poids des coutumes et de la religion (majoritairement musulmane) pèse énormément sur les femmes. En 2010, la sensibilisation aux droits et devoirs de la femme a été l'une des activités prioritaires du BDD. 150 femmes ont suivi des formations sur l'interprétation du **code de la famille**, encore méconnu par la majorité d'entre elles. Elles se sont engagées à assurer la restitution de cette formation auprès des autres ménages bénéficiaires dans les paroisses, les villages et les quartiers.

### ■ Redempta Mukantagara

*Chargée de projets Entraide et Fraternité pour l'Afrique centrale*

### Menace sur la terre en RD Congo

Réserve démesurée de ressources naturelles (terres et eau), la République Démocratique du Congo (RDC) est la cible de choix pour les acquéreurs, exploitants et investisseurs privés ou publics. Concessions forestières et minières à la limite de la légalité, lacunes d'un système foncier dual profitant aux propriétaires terriens, ouverture politique à une libéralisation accrue des politiques agricoles, tel est le contexte qui accueille, aujourd'hui, les accords de location massive de terres, signés ou en discussion. Et ce sont les conditions de vie de la population majoritaire du pays - des paysans et des paysannes - qui se détériorent toujours davantage.<sup>1</sup>



Un programme pour améliorer le statut de la femme

Comme la plupart des pays africains, la RDC s'était engagée, en 2003, à attribuer au moins 10% des ressources budgétaires à l'agriculture et au développement rural. Ce chiffre est loin d'être atteint.<sup>2</sup>

Le professeur Eric Tollens (Université Catholique de Louvain) souligne qu'en 2010, la RDC ne consacre que 0,69% de son budget national à l'agriculture au lieu de 16 % dans les années 1970.

**La FAO (agence de l'ONU pour l'agriculture et l'alimentation) estimait, en janvier 2011, que 44 millions de Congolais, sur une population totale de 55 millions, souffraient de malnutrition ou sous-nutrition.**

1 « Sans terre, pas d'avenir. Quels enjeux pour l'agriculture paysanne? », Entraide et Fraternité, février 2011, p.40

2 « Sans terre, pas d'avenir. Quels enjeux pour l'agriculture paysanne? », Entraide et Fraternité, février 2011, p.45

# Analyse

## Agriculteurs : exploitants ... ou exploités ?

**Surendettement, pauvreté, contraintes intenable, ... la vie des agriculteurs, chez nous, est loin d'être un long fleuve tranquille. Au Sud, les deux tiers des pauvres vivent en région rurale. Ici et là-bas, il est urgent de lutter pour un autre modèle agricole.**

Vanessa et son mari<sup>1</sup> ont dû abandonner la ferme qui avait appartenu à leurs parents et qu'ils avaient reprise grâce à un emprunt de 400.000 €. En 2005, pour s'adapter aux normes légales et du marché, ils ont construit un nouveau bâtiment pour accueillir le bétail, pour un coût de 175.000 €.

« Il y a des jours où même acheter un pain était très, très difficile ! »

« Dès le départ, témoigne Vanessa, nous étions lourdement endettés. Il y a des jours, explique-t-elle, où même acheter un pain était très, très difficile ! ». La famille a été obligée de vendre la ferme...

De nombreuses familles d'agriculteurs sont ainsi obligées de renoncer à leur exploitation. Elles ont énormément de difficultés à faire face aux obligations, à répondre aux normes en matière d'environnement, de sécurité alimentaire, de santé, de bien-être des animaux, ... etc. au risque d'être sanctionnées (sanctions financières, suppression des quotas).

En 1999 déjà, 25 à 30 % des agriculteurs étaient proches du seuil de pauvreté, avec un revenu familial inférieur à 400.000 FB (+/- 10 000 €), soit un revenu inférieur au salaire minimum de l'époque<sup>2</sup>. Entre 2005 et 2009, le nombre d'exploit-

tations en Belgique est passé de 51 540 à 44 380<sup>3</sup>. Certains agriculteurs/agricultrices se sont reconvertis dans d'autres professions, d'autres ont rejoint les rangs des chômeurs ou des bénéficiaires du CPAS. Ou sont à la retraite.

Beaucoup d'agriculteurs/trices sont désespérés et dégoûtés : ils se sentent abandonnés par les pouvoirs publics et incompris des consommateurs. Ils se sentent exclus ! C'est le seul secteur économique où l'UE autorise à vendre à perte, disent-ils ! Pourquoi ?

### Une crise ancienne et profonde, au Nord et au Sud

Depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, la production agricole a augmenté progressivement : il fallait nourrir une population urbaine dont le niveau de vie s'élevait, les techniques agricoles se perfectionnaient (machines, engrais, semences,...). Cette modernisation a favorisé la migration vers les villes : on a besoin de moins de bras à la campagne alors que l'industrie en réclame en ville. Ce processus, qui semblait normal à l'époque, explique la situation absurde que nous connaissons aujourd'hui : une diminution de la part de l'alimentation dans le budget du ménage, accompagnée d'une production par hectare toujours plus importante pour maintenir le niveau de vie des agriculteurs.

1 Dans un témoignage recueilli par Agricol Wallonie : <http://www.youtube.com/watch?v=UkT8l5WSk08>. Agricol

2 Selon une étude publiée par la Fondation Roi Baudouin. Voir [http://www.journalessentiel.be/actualite/fevrier/soc\\_agri.html](http://www.journalessentiel.be/actualite/fevrier/soc_agri.html)

3 [http://www.csa-be.org/IMG/doc\\_agr-bel-090206](http://www.csa-be.org/IMG/doc_agr-bel-090206)



Photo: F.Pauwels/Luna



Il faut assurer un revenu décent aux petits agriculteurs du Sud

Depuis 1995, année où les accords de Marrakech ont été ratifiés par les pays membres de l'OMC<sup>4</sup>, l'agriculture n'est plus considérée comme un moyen de nourrir la planète mais comme un secteur économique qui engendre des bénéfices et permet la spéculation !

**Depuis 1995, l'agriculture, libéralisée, est considérée comme n'importe quel autre secteur de l'économie et dépend donc uniquement des lois du marché.**

Depuis 1995, l'agriculture, libéralisée, est considérée comme n'importe quel autre secteur de l'économie et dépend donc uniquement des lois du marché.

L'Europe, qui est favorable à la libéralisation du marché et à la dérégulation, pratique pourtant une politique d'intervention de l'Etat pour, soi-disant, soutenir ses agriculteurs (via la Politique Agricole Commune). Conséquence: « grâce » aux subsides à l'exportation, nos produits agricoles envahissent les marchés des pays du Sud, y ruinant la petite paysannerie qui ne parvient plus à vendre ses propres produits !

La politique économique toujours plus libéralisée touche également les plus petits agriculteurs européens. L'UE, dans son engagement à l'OMC, soutient les prix les plus bas au niveau

mondial, souvent déterminés par des grands producteurs<sup>5</sup> et par les chaînes de distribution agro-alimentaire, sans prendre suffisamment en compte des impératifs environnementaux et sociaux et en admettant la spéculation alimentaire au profit de quelques-uns.

### Exode rural et consommation dualisée

Des millions de personnes dans le monde quittent chaque année l'agriculture pour se diriger vers des centres urbains où, souvent, il n'y a pas d'emplois suffisants. Elles se retrouvent rapidement dans les bidonvilles des grands centres urbains du Sud ou émigrent vers d'autres pays, notamment européens.

Par ailleurs, l'industrialisation de l'agriculture mondiale impose aux consommateurs deux types de produits alimentaires: d'une part des produits bio et labellisés garantissant des aliments de qualité et consommés par une minorité et, d'autre part, des produits industrialisés de moindre qualité intrinsèque, consommés par une majorité, aux dépens de la santé, de l'environnement et au prix de la disparition de l'agriculture familiale.

4 Organisation mondiale du commerce

5 Notamment brésiliens: voir <http://www.cncd.be/spip.php?article838>

Notre alimentation standardisée, transformée, industrialisée, «chimicisée», a un coût humain énorme : des milliers d'agriculteurs et agricultrices sont plongés dans la pauvreté et le surendettement, chez nous comme dans les pays du Sud, alors que l'industrie agro-alimentaire engrange de plantureux bénéfices et que les spéculateurs s'en donnent à cœur joie. Quel autre secteur accepterait de vendre le fruit de son travail à un prix qui ne couvre même pas les coûts de production ?

Raccourcir la distance qui sépare le producteur du consommateur, par l'achat direct à la ferme (voir article pages 6-7) par exemple, est une première piste d'action, qui assure un revenu décent à l'agriculteur, mais aussi une reconnaissance de son travail. Le soutien aux organisations qui défendent une agriculture familiale et respectueuse de l'environnement, pour-

Photo : C. Smets/La Boîte à Images



voyeuse d'emplois et de produits de qualité, en est une autre, indissociable et indispensable. Au niveau politique, un soutien substantiel à l'agriculture familiale et écologique est indispensable pour développer l'emploi dans ce secteur et rendre accessible au plus grand nombre une alimentation saine.

#### ■ Xavier Jadoul

Retrouvez l'entièreté de cette analyse sur [www.vivre-ensemble.be](http://www.vivre-ensemble.be)



L'agriculture est soumise aux lois du marché



# Interview

## Nous sommes des consomm'acteurs

**Véronique Neycken est membre d'un GAC (Groupe d'achat commun). Un groupe de consommateurs bien décidés à être *consomm'acteurs* et qui soutient des producteurs de la région liégeoise.**

**Juste Terre! :** Vous avez adhéré à un GAC. Expliquez-nous pourquoi ?

**Véronique Neycken :** Un GAC, c'est un Groupe d'Achat Commun. C'est un groupe de consommateurs qui se rassemblent pour acheter ensemble des produits à des producteurs locaux. Les objectifs d'un GAC, c'est de rechercher une qualité, par rapport à ce que le marché habituel propose, mais c'est aussi soutenir l'agriculture locale. Ce sont des consommateurs qui se rendent compte des difficultés des agriculteurs en Belgique et qui veulent soutenir cette petite agriculture paysanne.

En général, les GACs s'organisent par quartier. En ce qui me concerne, je fais partie du groupe d'achat commun de Pierreuse, à Liège. Mais, il y en a dans d'autres quartiers liégeois, dans d'autres villes et même dans certaines entités plus rurales.

Concrètement, on se réunit une fois par semaine dans notre quartier. Nous sommes en lien avec trois à quatre producteurs de la région et nous leur achetons directement leurs produits, sans intermédiaire. Au GAC, nous pouvons obtenir l'essentiel de notre alimentation : des légumes, des fruits, des produits laitiers, du miel, des confitures, du pain, ... etc.

**JT! :** Les produits sont issus de l'agriculture biologique ?

**VN :** Ce n'est pas spécialement biologique. Nous choisissons d'abord de travailler avec les producteurs locaux. C'est la première condition. Qu'ils soient certifiés bio ou pas, cela n'a pas vraiment d'importance, pourvu que l'exploitation soit locale et à taille humaine. Une autre condition est de travailler dans le respect de l'environnement et de l'humain. En général, les cultivateurs travaillent quand même dans cette logique biologique ou en biodynamie. Nous n'exigeons pas la certification bio car nous connaissons la lourdeur des conditions d'obtention du certificat pour les producteurs.

**JT! :** Ce type d'achat, ce n'est pas trop contraignant ? Vous ne choisissez pas les légumes que vous allez consommer. Vous recevez le panier. Vous avez dû peut-être changer votre manière de cuisiner ?

**VN :** Ce qui est le plus contraignant, c'est que nous avons souvent les mêmes produits qui reviennent dans le panier. C'est vrai aussi qu'il y a parfois des légumes qu'on n'aime pas spécialement. Mais alors, on peut toujours faire des échanges avec un autre *gacqueur*. Il y a toujours moyen de s'arranger. On s'échange aussi des recettes de cuisine quand on ne connaît pas les légumes de notre panier. C'est très amusant et convivial parce qu'on réapprend à manger des variétés de légumes oubliés.

Ce qui est aussi contraignant au GAC, c'est plutôt le partage des tâches dans le groupe. On est tous bénévoles et chacun doit participer à la vie du GAC. Donc, il faut tenir la permanence du lundi soir, aller chercher les légumes à la ferme. Mais, cela fait partie de l'investissement et de l'idée du GAC d'aller à la rencontre du producteur et d'être plus *acteur* de sa consommation.

**JT! :** Quand vous partez chercher vous-même les légumes à la ferme, que vous disent les agriculteurs ?

**VN :** Lorsque l'on va à la ferme, on se rend compte que ce n'est pas facile pour les agriculteurs, qu'ils ont vraiment des difficultés. Par exemple, ils n'ont pas assez de main-d'œuvre quand ils doivent retaper une étable. On se rend compte du travail physique et difficile des agriculteurs, de la production qui dépend du climat et de la

Rétribuer le producteur à un juste prix, c'est notre engagement !





Le GAC, c'est redevenir acteur de sa consommation

nature, tout peut être détruit avec une forte pluie, des gelées ou bien une maladie dans les plantations.

Le GAC est aussi là pour aider les producteurs d'un point de vue pratique. Chaque semaine, deux personnes préparent les paniers vendus. Et, plusieurs fois sur l'année, on organise des «chantiers» où nous allons à plusieurs (parfois même avec d'autres GACs) pour planter des légumes, désherber, ... etc.

Le GAC organise aussi des rencontres entre les consommateurs et les producteurs. Une fois par mois, on se rassemble pour manger ensemble - c'est l'auberge espagnole - et pour donner des nouvelles des différents producteurs. Il y a vraiment beaucoup de discussions à ce propos.

**JT!: C'est une autre façon de consommer ? Un véritable échange entre le consommateur et le producteur ?**

**VN:** Oui, c'est créer un lien direct entre les producteurs et les consommateurs, cela permet d'établir une confiance entre les deux. Les consommateurs du GAC sont des consommateurs qui soutiennent les producteurs.

**JT!: Le GAC, ce sont des personnes de tous les âges ?**

**VN:** Oui, il y a des personnes de tous les âges. Dans notre GAC, il y a quand même beaucoup de jeunes. Des étudiants, des jeunes diplômés qui commencent à travailler, ... etc. Mais

il y a aussi quelques familles et des personnes plus âgées qui travaillent.

On est une trentaine de personnes. On ne peut pas dépasser ce nombre parce que cela ne serait plus gérable du point de vue du groupe.

**JT!: Le bilan de cette expérience, pour vous, est vraiment positif ?**

**VN:** Je suis très satisfaite. Je mange bien, je rencontre des gens. On confronte ses idées, j'apprends beaucoup. Savoir que je peux **rétribuer le producteur à un prix juste**, le rendre plus autonome par rapport aux circuits de la grande distribution agro-industrielle qui impose des conditions de vente et de production souvent insupportables, c'est très important. Pour moi, c'est cela l'engagement et la solidarité avec les agriculteurs de ma région.

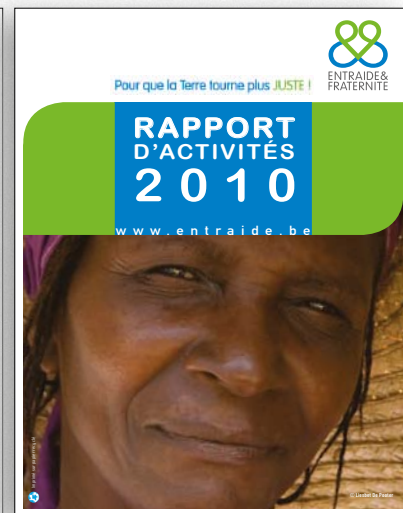
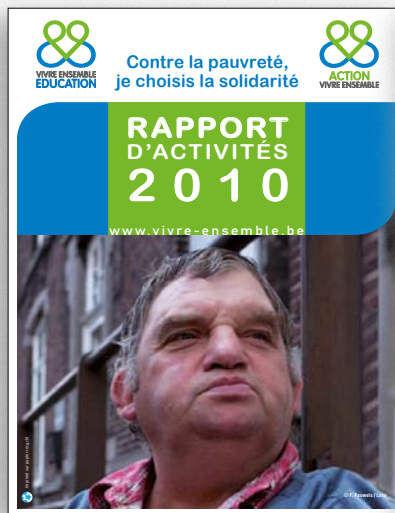
■ Propos recueillis par **Valérie Martin**

Plus d'infos sur les GAC et autres circuits courts sur le site Internet de l'association *Nature et progrès*: [www.natpro.be](http://www.natpro.be)

## Rapports d'activités 2010

Les rapports annuels d'Entraide et Fraternité et de Vivre Ensemble reviennent sur les événements marquants de l'année 2010. Pour tout savoir sur l'appui aux associations partenaires du Sud et de Belgique, les campagnes d'éducation et de plaidoyer, commandez-les ou consultez-les en ligne.

Ils sont disponibles sur simple demande au **02 227 66 80** ou sur **www.entraide.be** et **www.vivre-ensemble.be**



### SANS TERRE PAS D'AVENIR

Quels enjeux pour l'agriculture paysanne ?

Février 2011

Carmelina Carracillo, François Delvaux, Régis Jabo, Giacomo Monti



## Document d'analyse politique

### « Sans terre, pas d'avenir. Quels enjeux pour l'agriculture paysanne ? »

La terre n'est pas seulement un facteur de production économique. Elle remplit aussi d'autres fonctions essentielles à l'être humain : politique, psychologique, sociale, écologique, culturelle et spirituelle. Pourtant, en voie d'accaparement massif et en proie aux spéculations, la terre est en passe de devenir exclusivement un article commercial de choix. Les paysans et les paysannes qui la travaillent se voient contraints de la quitter, la vendre ou l'exploiter à d'autres fins que leur propre sécurité alimentaire.

Et les conceptions marchandes de la réforme agraire ainsi que les superpositions anarchiques des lois foncières aux droits coutumiers ne facilitent ni une répartition équitable des terres ni une approche holistique du développement. C'est un éclairage de cette situation que ce document souhaite donner à voir, particulièrement aux Philippines et en République démocratique du Congo.

« Sans terre, pas d'avenir. Quels enjeux pour l'agriculture paysanne ? »  
Carmelina Carracillo, François Delvaux, Régis Jabo, Giacomo Monti.  
Entraide et Fraternité, février 2011. A télécharger sur notre site internet : [www.entraide.be](http://www.entraide.be)

**Juste Terre!** Publication commune ENTRAIDE ET FRATERNITÉ ASBL et VIVRE ENSEMBLE EDUCATION ASBL

**Siège** Rue du Gouvernement Provisoire, 32 - 1000 Bruxelles | T 02 227 66 80 - F 02 217 32 59 | [entraide@entraide.be](mailto:entraide@entraide.be) | [www.entraide.be](http://www.entraide.be)

**Conception - coordination** V. Martin, C. Houssiau | **Collaborations** X. Jadoul, R. Mukantagara | **Maquette et Impression** Arte-Print

**Éditeur responsable** Angelo Simonazzi | **Compte Entraide et Fraternité asbl** - IBAN BE68 000 00000 34-34

**Attestation fiscale** pour tout don à partir de 40 €. Nos deux organisations sont habilitées à recevoir des legs par testament.

Avec le soutien de  
**LA COOPÉRATION  
BELGE AU DÉVELOPPEMENT**